La revue internationale et stratégique, n° 53, printemps 2004

La France et le monde arabe : entre rêves et réalités

*Kader Abderrahim**

La rencontre entre le monde arabe et la France ne date pas d'hier, c'est au XIII[e] siècle que l'on retrace les premiers rapports, tissés entre Charlemagne et Haroun El Rachid. Plus tard, au XVIII[e] siècle, l'expédition de Napoléon Bonaparte en Égypte marque le début d'une longue et tumultueuse histoire commune, faite tantôt d'attraction, tantôt de rejet. Quelques décennies plus tard, en 1830, la France se lance dans la conquête de l'Algérie, qui restera sous sa domination pendant plus d'un siècle, avant que la Tunisie et le Maroc ne deviennent des protectorats. Après l'effondrement de l'Empire ottoman, à la fin de la Première Guerre mondiale, la moribonde Société des Nations (SDN) donne mandat à la France sur la Syrie et le Liban. Cette nouvelle pénétration vers le Croissant fertile permettra à la France d'élargir sa sphère d'influence bien au-delà du Maghreb. Au tout début du XX[e] siècle, son influence s'étend donc des rivages marocains de l'Atlantique aux confins de l'Arabie.

Après des siècles de déchirements, d'affrontements et de guerres, la fascination réciproque des uns pour les autres a abouti, en ce début de XXI[e] siècle, à une relation basée sur des intérêts réciproques et débarrassée des images édulcorées ou prétendument idylliques que certaines élites de part et d'autre veulent entretenir complaisamment. Le siècle qui vient de s'écouler a été tumultueux pour les relations franco-arabes et a connu des hauts et des bas, les confrontations ont souvent été sanglantes et les antagonismes ont laissé des cicatrices profondes.

Dans son livre *Les mondes de François Mitterrand. À l'Élysée, 1981-1995*, Hubert Védrine écrit qu'au Proche-Orient, la France doit se frayer un chemin entre mythes, héritages, passions et réalités[1]. De part et d'autre, des mythes, des fausses idées, des préjugés et des clichés déforment souvent les réalités locales. Chacun veut se voir dans l'autre tel qu'il a été ou tel qu'on voudrait qu'il soit ou qu'on imagine qu'il est. Cette déformation entraîne des analyses erronées qui débouchent sur des choix politiques en totale contradiction avec les intérêts immédiats des uns et des autres. L'image romantique de l'Arabie décrite par Lawrence d'Arabie ou la fascination qu'a exercée l'Orient sur des personnalités telles que Pierre Loti, Ernest Renan, Arthur Rimbaud ou Henry de Montherlant, ou bien encore la vision humaniste défendue par les saint-simoniens, tous ces courants culturels, ouverts, curieux et fondés sur le désir de comprendre l'Autre ont laissé place à la peur et au mépris, parfois au rejet.

* Journaliste, chef de service, TV5. L'auteur peut être contacté à l'adresse e-mail suivante : kaa@noos.fr.

1. Hubert Védrine, *Les mondes de François Mitterrand. À l'Élysée, 1981-1995*, Paris, Fayard, 1996.

LES IMAGES NE SONT QUE DES IMAGES

Dans le monde arabe, l'environnement social ou politique n'est pas ou peu favorable à la critique argumentée ou au débat contradictoire. C'est à partir de ce constat qu'il faut appréhender la vision de la France par les Arabes. Les images ne sont que des images, c'est-à-dire des représentations construites, parfois édulcorées, de la réalité. Qu'elles soient partiellement exactes ou fausses importe peu, elles représentent une partie de la réalité telle qu'elle est perçue par ceux qui la fabriquent. L'autre élément de distorsion réside dans la distance, qui déforme la véracité des faits pour présenter la partie de la réalité la plus communément acceptée ou véhiculée.

Dans le cas qui nous intéresse, la formulation d'une France alliée des Arabes est celle la plus couramment admise, à la fois dans les cercles intellectuels et dans la population. Cette formulation illustre le prolongement de la doctrine gaulliste « sur la politique arabe de la France », et c'est probablement de cette époque que datent bien des malentendus, les régimes jugeant que la France devait épouser les positions et les thèses de leur pays. On s'est fréquemment posé la question de savoir si la France a une politique arabe. On s'est moins souvent préoccupé de savoir ce que les Arabes et leurs sociétés attendaient de la France. Les relations bilatérales sont marquées par des rencontres protocolaires et par des réunions d'experts où se préparent les accords commerciaux, économiques ou financiers. Par ailleurs, depuis la période coloniale, la France est une terre d'immigration pour les Arabes en général et les Maghrébins en particulier. Loin d'être un fardeau pour elle, cette population a représenté chaque fois un apport indéniable à la société française. Ce bénéfice est d'autant plus significatif que cette même population a toujours été la première victime des crises successives qu'a connues la France depuis le début du XXe siècle. Ces centaines de milliers de personnes contribuent à véhiculer l'image d'un pays ouvert, difficile, mais accueillant.

Cette représentation chez les Arabes a un impact sur la réalité parce qu'elle influence les rapports de force ou les alliances que la France construit ou ne construit pas. Trop souvent, les relations franco-arabes se réduisent à une fonction de miroir complaisant. La France, vieille nation de tradition et de culture qui a joué pendant des siècles un rôle politique majeur sur le continent européen et dans le monde, commence seulement à se préoccuper des perceptions extérieures que les étrangers ont d'elle. Les Arabes n'ignorent pas qu'une grande part de l'origine du malaise vient de l'intérieur, de l'absence de démocratie, du non-respect des droits de la personne dans de nombreux pays, de la corruption et de l'incompétence de leurs dirigeants. Ils ne font pas pour autant confiance aux États-Unis pour changer positivement la donne, non seulement du fait de leur parti pris pro-israélien, mais en raison de l'appui qu'ils ont toujours apporté aux régimes les plus rétrogrades de la région, à commencer par l'Arabie Saoudite. Le seul espoir – s'il existait – pourrait venir de l'Europe. La géographie et l'histoire ont fait de la Méditerranée un espace commun de solidarité de destin. Mais l'Europe, une fois encore, est aux abonnés absents, seule la France fait meilleure figure, même si on craint qu'en définitive elle ne soit contrainte de s'aligner sur les positions de ses partenaires de l'Union européenne (UE).

LES ENJEUX POUR LE MAGHREB ET LE MOYEN-ORIENT

Sur le plan stratégique, après la guerre déclenchée par les États-Unis contre l'Irak, il reste difficile de mesurer l'ensemble des conséquences du conflit. Les alliances se recomposent et l'avenir de l'Irak et du Moyen-Orient demeure incertain. Sur le plan

économique, la région est riche en ressources énergétiques et permet des débouchés importants pour nos exportations. La France est par exemple le premier exportateur en Algérie, en Tunisie et au Maroc.

Une fois n'est pas coutume, la population s'est trouvée en phase avec ses dirigeants pour dénoncer la guerre menée en Irak par les États-Unis. La gestion de cette – provisoire – unité retrouvée a été variable selon les pays et les situations.

Au Moyen-Orient, des pays comme l'Égypte ou la Jordanie, alliés stratégiques de Washington, ont été contraints de laisser s'organiser des manifestations de protestation contre les États-Unis. À cet égard, les régimes dont la légitimité est depuis longtemps contestée craignent que ce genre de démonstrations de solidarité ne tournent en « jacqueries » qui viseraient à les renverser. C'est la raison pour laquelle les autorités égyptiennes avaient autorisé les étudiants cairotes à protester uniquement à l'intérieur de leurs campus et sous surveillance. Cette position n'a pas résisté à la pression populaire, au fur et à mesure que la guerre se rapprochait. En Jordanie, pays constitué en grande majorité de Palestiniens, la ferveur à conspuer l'Amérique est encore plus forte, compte tenu de la politique menée par Ariel Sharon dans les territoires autonomes de Cisjordanie et à Gaza, sans réprobation de la part de l'Administration Bush. Les manifestations ont été nombreuses, il y eut des morts dans les affrontements avec les forces de l'ordre. Une nouvelle fois, les craintes de voir la monarchie renversée ne se sont pas réalisées. Mais la menace demeure pour la dynastie hachémite à chaque soubresaut politique dans la région. Au Liban, les camps dans lesquels sont regroupés les Palestiniens se sont largement mobilisés pour dénoncer la politique américaine et rappeler que les droits des Palestiniens sont bafoués chaque jour par l'occupation israélienne.

Mais c'est au Maghreb, et singulièrement au Maroc, qu'a été organisée la plus importante manifestation contre la guerre. Des centaines de milliers de personnes ont défilé pendant des heures pour protester contre la politique américaine. La France, qui dès le début s'est opposée aux néoconservateurs américains, notamment au sein de l'Organisation des Nations unies (ONU), a plaidé sans relâche pour que les inspecteurs des Nations unies puissent aller au terme de leur mission, afin de vérifier si le régime de Saddam Hussein dissimulait réellement des armes de destruction massive (ADM).

La France, et Jacques Chirac en particulier, ont retrouvé dans le monde arabe une popularité inversement proportionnelle au rejet que suscitent la politique des États-Unis et ceux qui l'incarnent. Ce capital de sympathie joue également un rôle dans la perception qu'ont les immigrés ou les Français issus de l'immigration du pays dans lequel ils vivent et qu'ils relaient dans leur pays d'origine.

En effet, sur le plan humain, la présence sur le sol français d'importantes communautés immigrées issues des pays de la région nécessite une définition claire et sans complaisance de nos relations avec les pays d'origine. D'autre part, la francophonie au Maghreb et à un moindre niveau au Machrek est un élément essentiel de notre politique étrangère. Cette région reste une priorité stratégique pour la France, mais cette dernière n'a plus les moyens d'assurer seule la promotion de cette volonté, et elle doit donc la repenser dans le cadre européen.

En réalité, c'est en Afrique et singulièrement au Maghreb que se situent pour la France les véritables enjeux du maintien ou non de son influence sur la scène internationale, et c'est dans cette région que le budget de la coopération est de loin le plus important. Depuis l'application des visas d'entrée sur son territoire, en 1986, pour les ressortissants originaires du Maghreb, le sentiment est mitigé à propos d'un pays qui affirme maintenir une présence forte mais restreint par ailleurs l'accès aux lycées français au Maghreb et limite le nombre de visas. Les milieux les plus favorables au

mode de vie français et qui sont les plus fervents défenseurs de la francophonie s'interrogent sur l'orientation qu'ils doivent donner au cursus universitaire de leurs enfants. Après la première guerre du Golfe, les écoles américaines, au Maroc notamment, ont été très sollicitées pour recevoir les enfants de la bourgeoisie, qui jusque-là a toujours préféré l'éducation française, plus proche socialement et historiquement des Maghrébins que celle des États-Unis. Depuis lors, le débat n'est pas tranché au sein des élites, qui hésitent encore entre déception et rupture définitive avec la France et son univers culturel.

Le cas de l'Algérie est très différent ; les deux pays ont toujours eu des relations difficiles, voire conflictuelles. Après le voyage du président Valéry Giscard d'Estaing en 1975, beaucoup d'observateurs imaginaient une normalisation à court terme des relations entre les deux États. C'était sans compter sur la rhétorique nationaliste d'un régime illégitime, qui a toujours utilisé la culpabilisation coloniale pour masquer ses propres errements. En 1983, l'Algérie signe un accord gazier très avantageux avec la France. Mais lorsqu'en 1988 l'armée tire sur les manifestants qui défilent dans les rues, la France condamne. De nouveau s'ensuivra une longue période de tension. La décennie 1990 sera terrible pour l'Algérie, qui plonge dans une guerre fratricide. Les atermoiements diplomatiques de la France feront hurler les officiels algériens, qui accusent la France de soutenir les islamistes. Directement visée par le détournement d'un Airbus d'Air France par un commando islamiste, à Noël 1994, puis par le massacre de sept moines français dans le monastère de Tibehirine, la France réagit en adoptant une posture mi-figue, mi-raisin : favoriser le retour à des institutions légitimes et condamner la violence.

En réalité, dans toutes les instances internationales, la France défend Alger, craignant par-dessus tout un effondrement du régime face aux islamistes. Pays central au Maghreb, tant géographiquement que politiquement, l'Algérie reste pour la France une pièce maîtresse de son influence. Ayant récemment intégré les instances de la francophonie, l'Algérie cherche à retrouver toute sa place dans ses relations bilatérales avec la France. Dans la société, la perception de la France a considérablement évolué, elle est passée du statut d'idéal à celui de pays parmi d'autres. Les Algériens ont parfaitement compris que, désormais, c'est l'Europe qui représente l'enjeu essentiel pour la France. Mais même la difficulté à obtenir des visas et la lutte contre l'immigration clandestine ne les font pas renoncer à tenter leur chance vers ce qu'ils considèrent toujours comme l'eldorado.

Le rôle de la France et son poids dans le monde arabe détermineront pour longtemps encore son rang sur la scène internationale, au sein de l'UE et vis-à-vis de l'hyperpuissance américaine. L'image de la France reste forte, mais les sociétés expriment des demandes nouvelles : démocratisation, libertés individuelles et collectives, développement économique. La France seule ne peut apporter de réponses, mais elle peut contribuer à convaincre les régimes d'évoluer vers des systèmes plus ouverts. C'est l'une des conditions du maintien de sa position dans cette région et de son rayonnement politique.